

PRÉFET DE LOIRE-ATLANTIQUE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
des Pays de la Loire

Nantes, le 24 mai 2011

Unité territoriale de Nantes

Référence :  
Vos réf. :

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Par transmission du 11 février 2011 Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique nous a transmis pour avis une demande de modification présentée par la société CARGILL FRANCE pour ses installations d'extraction d'huile végétale qu'elle exploite à Montoir de Bretagne.

Le présent rapport rend compte de notre examen de ce dossier et propose les suites qui peuvent lui être accordées. Il ne s'agit pas d'une modification substantielle mais l'inspection propose de prendre des prescriptions supplémentaires de nature à limiter l'impact du projet sur son environnement et à actualiser notamment les articles relatifs à la description des installations régulièrement autorisées.

**I – Renseignements généraux –**

- |                                 |   |  |
|---------------------------------|---|--|
| ▪ Raison sociale                | : | CARGILL FRANCE   |
| ▪ Forme juridique               | : | S.A.S  |
| ▪ N° SIRET                      | : | 682 010 376 002 13   |
| ▪ Adresse des installations     | : | Zone Agro Alimentaire<br>Quai n°2<br>44550 Montoir de Bretagne |
| ▪ Siège social                  | : | 18/20 rue des Gaudines<br>78100 Saint-Germain en Laye          |
| ▪ Signataire de la demande      | : | Monsieur Hervé De Praingy                                      |
| ▪ Personne en charge du dossier | : | Monsieur Fernando Yanguas                                      |

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-18h00  
Tél. : 02 51 85 80 00 – fax : 02 51 85 80 70  
2 rue Alfred Kastler – La Chantrerie – BP 30723  
44307 Nantes cedex 3

- Téléphone : 02.40.17.28.00
- Télécopie : 02.40.01.80.88
- Activité : Usine d'extraction d'huile végétale

## **II – LOCALISATION –**

La société Cargill France, dont le siège social est 18/20 Rue des Gaudines à Saint Germain en Laye (78100), filiale de Cargill Incorporated inc de Minneapolis (USA), exploite depuis 2008 rue de la caravelle, terminal agroalimentaire, zone industrielle Portuaire de Montoir de Bretagne, une unité de trituration de colza destinée à en extraire les huiles végétales.

## **III – DESCRIPTION DES ACTIVITES**

Le site comporte actuellement les unités suivantes :

- 3 silos métalliques de stockage des graines de colza de 12 735 m<sup>3</sup> chacun ;
- 2 silos béton de stockage des tourteaux, résidus de l'extraction d'huile, de 5.377 m<sup>3</sup> chacun ;
- une unité de pressage mécanique des graines d'une puissance de 7 000 kW et de 890 t/j d'huile de capacité ;
- une capacité d'extraction à l'hexane de 400 t/j ;
- un stockage enterré d'hexane de 300 m<sup>3</sup> ;
- 3 réservoirs de stockage d'huile d'une capacité totale de 10 500 m<sup>3</sup> ;
- 2 tours aéroréfrigérantes d'une puissance totale de 8 650 kW ;
- une station de traitement des eaux usagées.

Le projet de modification présentée par la société CARGILL France consiste en la mise en œuvre de moyens de préparation supplémentaire, en l'ajout d'un silo de tourteau et en une modification de process dans l'atelier d'extraction.

Les moyens de préparation et pression des graines supplémentaires seront :

- un cinquième aplatisseur de graine
- une quatrième presse à huile
- une adaptation des convoyeurs

Les équipements sont identiques aux existants.

Les moyens d'extraction supplémentaires entraînent :

- la modification du Desolvantiseur Toaster ajout d'un nouveau plateau de désolvantisation, et mise en œuvre d'une nouvelle source radioactive,
- l'ajout d'un troisième module de tour de refroidissement identique à ceux existants,
- la modification du traitement de l'eau d'appoint des tours de refroidissement par adoucissement.

Les moyens de stockage supplémentaires seront assurés par la construction d'un nouveau silo de stockage de tourteau colza identique à ceux existants.

Le traitement des eaux supplémentaires se traduira par :

- l'augmentation de la capacité pour extraire les boues par la mise en œuvre d'un nouveau décanteur de boue adapté aux besoins,
- une capacité de traitement biologique augmentée au mois de février 2010 et répondant aux besoins futurs du site,
- le recyclage d'une partie des eaux de process dans les produits,
- l'ajout d'une nouvelle membrane de filtration pour permettre de traiter l'intégralité des eaux usées du process.

Le reste du process n'est pas modifié et reste conforme au dossier de demande d'autorisation initial. Les travaux d'extension de l'usine sont envisagés pour le premier semestre 2011, l'installation des nouveaux équipements aurait lieu lors de l'arrêt annuel des installations au mois de mai – juin 2011.

La capacité de 900 000 t ne sera atteinte qu'en 2012.

#### **IV – CLASSEMENT DES INSTALLATIONS**

Le site de CARGILL Montoir de Bretagne est autorisé et réglementé par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 complété par l'arrêté du 7 février 2011, autorisant, au terme d'une procédure complète, la société CARGILL France à étendre les activités de son établissement spécialisé dans la trituration de graines alimentaires en vue d'en extraire l'huile végétale, situé en zone industrielle portuaire de Montoir de Bretagne, pour une capacité de trituration de 800 000 t/an de colza.

La demande de CARGILL vise principalement l'augmentation de capacité de trituration de l'usine de Montoir de Bretagne. La capacité demandée est de 900 000 tonnes/an de colza.

L'augmentation de production sera répartie de la manière suivante :

- Approvisionnement de 100 000 t de graines triturées (matière première),
- Production de 45 000 t d'huile brute de colza,
- Production de 55 000 t de tourteau de colza.

Conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement, le tableau ci-dessous permet d'apprécier l'impact de ce changement sur les rubriques de l'arrêté d'autorisation d'exploité en date du 27 décembre 2007 et l'arrêté complémentaire du 7 février 2011.

Tableau de classement réalisé par l'exploitant.

Rubrique	Nature – volume des activités	Changement volume / capacité	Régime
1432.2.b	Dépôt de liquide inflammables enterrés (3*100 m <sup>3</sup> Hexane soit 200 t) Capacité équivalente > 100 m <sup>3</sup>	Inchangé	A
1433-B-a	Installation de mélange ou d'emploi de liquide inflammable – emploi d'hexane dans l'unité d'extraction 100 t	Inchangé	A
2160.1.a	Silos de stockage de céréales, graines, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables. V = 86 960m <sup>3</sup>	Construction d'un nouveau silo de tourteau 5 377 m <sup>3</sup> soit total V = 92 337 m <sup>3</sup>	A
2240.1	Atelier d'extraction d'huiles végétales. Capacité ≤ 400 t/jour huile extraction 890 t/jour huile de pression Total 1 290 t/jour	inchangé	A
2260.1	Broyage, concassage, criblage, déchetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales (soja, colza, tourteaux de soja, tourteaux de colza) Pinst ≤ 7 000KW	inchangé	A
2910.-A-1	Installation de combustion alimentée au gaz naturel, P inst ≤ 30MW	Inchangé	A
2921.1.a	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, non de type " circuit primaire fermé " P thermi ≤ 8 650 KW	Augmentation de la capacité de réfrigération (1 cellule additionnelle) et prise en compte tour refroidissement eaux traitées P thermi ≤ 14150 KW	A
2920.2-a	Installation de compression d'air PABS =95 KW	Prise en compte des compresseurs annexes du site (maintenance, chargement, sprinkler) P = 95 kW	D
1715-2	Substance radioactive –utilisation sous forme de source radioactive scellées Q= 4 400 <10e4	Inchangé	D

## V – Prévention des risques sanitaires et des nuisances

### V.1 Consommation d'eau

Le site est actuellement autorisé pour la consommation de 300.000m<sup>3</sup> d'eau provenant du réseau d'eau potable du réseau public. Les eaux sanitaires seront traitées en fosse septique. Les eaux pluviales des voiries et toitures seront traitées par séparateurs (226 l/s) avant de rejoindre la Loire via le fossé de la rue de la Caravelle.

Les eaux de procédés sont traitées par décantation, puis traitement sur la station biologique et enfin ultrafiltration. Les eaux de purge rejoignent directement la sortie de la station d'épuration avant le point de prélèvement pour analyse. Le rejet est au maximum de 540 m<sup>3</sup>/j et en moyenne de 492 m<sup>3</sup>/j. Les principales émissions sont liées à la charge organique des produits traités et à la présence de phosphore et d'azote.

Actuellement, la consommation réelle est de 234 250 m<sup>3</sup> d'eau par an (année fiscale) :

- Eau industrielle 225 500m<sup>3</sup>/an
- Eau incendie 6250 m<sup>3</sup>/an
- Eau sanitaire 2500 m<sup>3</sup>/an

Les volumes d'eaux industrielles sont à mettre en relation au tonnage trituré au cours des 24 derniers mois :

	t graine	m³ eau industrielle	ratio eau indus/t graine	m³ eau incendie	m³ eau sanitaire	total eau usine
Dossier autorisation	800 000	300 000	0,375			
2008/09	472 291	176 654(*)	0,375(*)	6 250	2 500	185 404
2009/2010	697 039	225 506(*)	0,324(*)	6 250	2 500	234 256
PROJET	900 000	291 250	0,324	6 250	2 500	300 000

(\*) Le tableau ci-dessus est construit à partir de données par rapport aux années fiscales.

Selon les éléments transmis par l'exploitant, plus le débit trituré est important, plus le ratio de consommation d'eau diminue. L'exploitant annonce un ratio plus faible pour 900 000 t de graines triturées par an et une consommation globale de 270 000 m³ d'eau par an.

L'augmentation de la consommation d'eau se fera essentiellement au travers des tours de refroidissement (consommation par évaporation supplémentaire au travers du nouveau module de tour).

L'exploitant propose de mettre en œuvre un traitement des eaux de refroidissement en amont de l'alimentation des tours de refroidissement.

La solution retenue est la mise en œuvre de moyen d'adoucissement supplémentaire. Cette solution permet de passer d'un facteur de concentration de 2 à un facteur de concentration à 3,2. Ce dispositif permettra de réaliser globalement une économie brute d'eau de ville de 40 000m³/an.

Les principaux impacts sont :

- Consommation d'eau lors de phase de régénération des adoucisseurs : 5 500 m³
- Purges de déconcentration 36 300m³ au lieu de 80 000m³

De ce fait, la consommation totale du site pour une capacité de 900 000t/an sera comparable à la consommation d'eau actuelle et donc conforme à l'arrêté préfectoral existant.

## V.2 Rejet d'eaux industrielles

Afin de fiabiliser et garantir un bon fonctionnement de sa station d'épuration, CARGILL mettra en œuvre différents moyens complémentaires :

- Mise en œuvre de moyens d'extraction de boues de plus forte capacité,
- Adjonction d'un nouveau module de membrane,
- Réduction du volume et donc de la charge des eaux usées vers sa station de 1 à 2m³/h par réutilisation des eaux de process.

Cette technique innovante devrait permettre de réduire la charge de 10 à 20 % et de soulager autant le traitement biologique de l'azote.

Du fait des aménagements prévus par CARGILL, l'augmentation de capacité du site permettra de réduire l'impact sur le milieu aquatique :

- Diminution globale de la quantité d'eau rejetée au travers des purges grâce au traitement des eaux d'appoint des refroidisseurs,
- Diminution de la charge en station et de ce fait fiabilisation du traitement des eaux usées et réduction des volumes d'eaux rejetés.

## V.3 Meilleures technologies disponibles

Les nouvelles installations prévues par l'exploitant sont comparées aux BREFs :

- Industries alimentaires, des boissons et laitières. Janvier 2006
- Systèmes de refroidissement industriels (décembre 2001)

L'exploitant indique avoir mis en oeuvre l'ensemble des meilleures techniques disponibles pour le site de Montoir de Bretagne.

#### V.4 Prévention de la pollution de l'air

La consommation de gaz pour 900 000t de graines triturées par an sera de 36 900 Nm<sup>3</sup> par jour. Ces valeurs restent proches de celle indiquées dans *le dossier de demande d'autorisation d'exploiter – Technip Décembre 2006*. (36 000Nm<sup>3</sup>/jour).

Tableau des émissions par quantité de graine :

	Energie gaz 2009 par tonnes de graine	Energie gaz projetée par tonnes de graine projetée à 900 000 t/an
Ratio énergétique GJ/t	0.5328	0,590
	Emission par tonne de graine en kg	Emission par tonne de graine en kg
Méthane	0,0021312	0,002362
Nox	0,031968	0,03542
N2O	0,001332	0,001476
SO <sub>x</sub>	0,00025308	0,0002804
CO <sub>2</sub>	27,380592	30,340656

Les émissions polluantes associées à la combustion liée à la trituration d'une tonne de graine sont donc limitées : Environ 2 grammes de méthane, 35 grammes de d'oxyde d'azote, moins de 2 grammes de protoxyde d'azote, moins d'1 gramme d'oxyde de soufre et 30,3 kg de dioxyde de carbone.

Les deux sources d'émission de polluant dans l'air du site seront la chaudière gaz et les émissions de COV liées à l'utilisation d'hexane dans le procédé d'extraction d'huile.

En ce qui concerne les chaudières à gaz, il n'y a pas d'évolution de la puissance, la chaudière fait toujours 30 MW.

#### En ce qui concerne les émissions de COV

Le site de CARGILL Montoir est soumis à une contrainte très importante en termes de rejet de COV. Le site est limité à 0.60 kg d'hexane consommé par tonne de graine triturée.

En effet la réglementation européenne impose un rejet maximum de 1 kg d'hexane consommé par tonne de graine triturée.

A ce jour le site respecte ces contraintes avec un ratio global pour 2009 et 2010 inférieur à 0.50 kg hexane/tonne de graine triturée.

L'augmentation à 900 000 t/an ne devrait pas modifier significativement ce ratio. En effet dans le cadre du projet d'extension, le Desolvantiseur Toaster sera modifié pour augmenter la hauteur de produit dans l'appareil. Ainsi la capacité de ce dernier sera augmentée et compatible avec l'augmentation de capacité. Cette modification nécessite la mise en œuvre d'une nouvelle source radioactive pour laquelle l'exploitant dispose des autorisations nécessaires (arrêté préfectoral du 7 février 2011).

Cette modification permet de conserver un ratio de consommation d'hexane inférieur à 0.60 kg d'hexane par tonne de graine triturée.

#### V.5 Prévention des nuisances sonores

L'étude acoustique figurant dans le *dossier de demande d'autorisation d'exploiter – Technip Décembre 2006*, prend en compte la configuration de l'usine avec le 3<sup>ème</sup> silo de stockage de tourteau.

Les seules différences notables par rapport à l'étude de 2006 sont :

- La mise en œuvre d'une troisième tour de refroidissement. L'augmentation sonore attendue entre la situation à 2 tours et la situation à 3 tours sera de +1 à +2 dB maximum selon le fabricant GEA.
- La mise en œuvre d'un décanteur de boue dans un nouveau bâtiment. Le bâtiment "traitement des eaux jouxtant le bâtiment chaufferie verra donc son niveau sonore diminué du fait du retrait du décanteur.
- Le nouveau bâtiment décanteur

Les matériels implantés dans le cadre de l'augmentation de capacité sont peu nombreux et seuls 2 équipements sont susceptibles d'apporter une augmentation du niveau sonore.

- Un nouveau décanteur de boues . Celui-ci à un niveau sonore de 85 dB. Il sera placé dans le nouveau local décanteur.
- Une nouvelle tour de réfrigération. La nouvelle tour est un modèle identique au modèle existant. L'augmentation de volume sonore en limite de propriété sera donc faible.

Compte tenu du niveau de bruit du décanteur, CARGILL a choisi de mettre en œuvre un kit de réduction de bruit pour ce modèle de décanteur. Le niveau sonore est ainsi ramené à 79 dB.

Par ailleurs, compte tenu de la localisation du bâtiment, un revêtement antibruit sera installé dans le bardage du local décanteur. Le revêtement anti bruit choisi est adapté à la courbe de fréquence sonore de l'équipement.

Cette mesure permettra de garantir un niveau de bruit conforme à l'arrêté préfectoral. L'ordre de grandeur annoncé par le constructeur est de 60 dB à l'extérieur du bâtiment. L'impact en limite de propriété 10 mètres plus loin sera donc peu perceptible.

En ce qui concerne la tour de refroidissement, CARGILL minimise l'impact sonore en équipant les ventilateurs des tours de refroidissement de variateur de fréquence.

De ce fait, lorsque le besoin de réfrigération n'est pas maximal (80 à 90% du temps), un ou plusieurs ventilateurs fonctionnent à régime réduit ou s'arrêtent réduisant d'autant le volume sonore.

## V.6 Impact sur le trafic

L'impact le plus significatif de l'augmentation de capacité est certainement l'impact sur le trafic routier.

Le dimensionnement d'origine pour le site de CARGILL est de 800 000 t par an. Le passage à 900 000 t par an va donc induire une augmentation du trafic. Elle sera cependant minime, compte tenu des modes de transport par rail et par mer qui sont privilégiés.

### Trafic camion

Le trafic routier lié aux activités s'élèvera à 194 (\*) camions par jour

#### Réception

Produits reçus	Camions/jour
Graines	75
Hexane	<1
TOTAL RECEPTION	75

#### Expédition

Produits expédiés	Camions/jour
Huile	<1
Tourteau colza	76
Tourteau soja	80
TOTAL EXPEDITIONS	156

(\*) On notera que les camions qui déchargent des graines repartent effectivement avec du tourteau (soit soja, soit colza) à hauteur de 50 %.

### Trafic ferroviaire

Le trafic ferroviaire ne sera que peu impacté, le nombre de trains par semaine devrait passer en moyenne de 4 trains par semaine à 5 trains par semaine. Cette évaluation est sujette à des variations liées notamment à la disponibilité des trains.

### Trafic maritime

Le trafic maritime sera légèrement modifié par rapport aux prévisions établies dans l'étude d'impact *dossier de demande d'autorisation d'exploiter – Technip Décembre 2006*. En effet 2 bateaux de graines en plus par an en moyenne viendront sur le terminal agro alimentaire " Vrac ". Le trafic de bateaux d'huile pourrait être légèrement impacté.

Produits	Bateaux/an
Graines reçues	2 à 6
Tourteau de colza expédié	1
Huile brute expédiée	52 à 60
Tourteaux de soja reçus	12
TOTAL	73

En effet, la principale augmentation de trafic maritime se fera au travers des livraisons d'huile. Toutefois, l'augmentation de volume d'huile brute produite sera principalement absorbée par des navires de plus gros volume. En effet les navires moyens auront un volume de 5 000 t au lieu de 3 000 t aujourd'hui. L'impact sera donc peu significatif sur l'apportement liquide du port. Le port autonome ne voit pas de risque d'engorgement sur son apportement de part l'augmentation des volumes expédiés.

### Impacts et mesures compensatoires proposées par l'exploitant

Le choix de mode de transport propre (pipeline, bateau, train) mis en œuvre lors du projet, permet de conserver un impact minime de l'installation.

### Trafic routier

Compte tenu du rechargement en tourteau des camions de graines et des modes de transport propre, le passage à 900 000 t/an de trituration fait passer le trafic, lié à l'exploitation de l'usine de trituration, de 110 camions (situation pour 800 000 t/an) à 114 camions jour. Cela représente une augmentation de moins de 2 %.

L'impact sur la RD 100 avec 5290 véhicules/jour (voir étude d'impact *dossier de demande d'autorisation d'exploiter – Technip Décembre 2006.*) passera donc de 2,5 % à 2,6 %

On rappellera enfin que le changement de législation sur le transport routier, devrait permettre de réduire de 10 à 15 % le trafic routier.

En effet, le passage du poids total autorisé de 40 à 44 tonnes permettra de charger des camions à 29 t au lieu de 25 aujourd'hui.

#### Trafic ferroviaire

Le passage de 4 à 5 trains par semaine n'aura pas d'impact sur la capacité ferroviaire du port. Par ailleurs, le port autonome a réalisé le bouclage par voie ferrée de la zone portuaire, ce qui permet d'augmenter la capacité de la zone.

#### Trafic maritime

L'impact sur le trafic maritime sera faible. Le terminal Vrac devrait accueillir en moyenne 2 bateaux supplémentaires par an.

En ce qui concerne l'expédition des huiles brutes, l'augmentation serait de 4 bateaux en moyenne, avec des escales pouvant être prolongées pour les bateaux de plus gros volume. De ce fait, l'apportement liquide pourra absorber sans problème le surcroît de volume.

### **VI – Prévention des Risques Accidentels**

Le dossier de demande d'autorisation initial tient compte de la construction d'un 3ème silos dans le zonage de dangers, par ailleurs, l'exploitant a programmé la mise à jour de l'EDD qui a été commandée pour 2011.

Pour rappel, les phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de danger de 2006 étaient :

Evènement	Effet	Zone d'effet (*)				Probabilité	Gravité
		SELS	SEL	SEI	Effets indirects		
1 - Inflammation de poussières dans le silo de graines de diamètre 27 m	Surpression	-	23 m	76 m	169 m	D	Sérieux
	Projections	20 m				D	-
2 - Inflammation de poussières dans le silo de graines de diamètre 16 m	Surpression	-	-	52 m	120 m	D	Sérieux
	Projections	21 m				D	-
3 - Fuite d'huile dans l'atelier de préparation des graines	Thermiques	26 m	32 m	40 m	-	D	Modéré
4 - Inflammation de vapeur d'hexane dans l'extracteur	Surpression	30 m	45 m	110 m	270 m	E	Important
5 - Fuite d'hexane dans le bâtiment extraction	Surpression	7 m	23 m	87 m	240 m	D	Important
	Thermiques	40 m	50 m	64 m	-	D	Sérieux
6 - Fuite d'hexane dans la zone de dépotage des camions citernes	Surpression	-	-	14 m	25 m	D	Modéré
	Thermiques	8 m	10 m	13 m	-	D	Modéré
7- Fuite de gaz naturel dans le bâtiment chaudières	Surpression	21 m	24 m	39 m	75 m	E	Important
8 - Explosion de la chambre de combustion d'une chaudière	Surpression	7 m	10 m	20 m	-	D	Sérieux

(\*) SELS : Seuils des effets létaux significatifs

SEL : Seuils des effets létaux

SEI : Seuils des effets irréversibles

La zone des effets indirects correspond aux effets indirects par bris de vitre.

L'étude des dangers a montré que les risques majeurs identifiés sur le site avait une probabilité d'occurrence D ou E et une gravité "importante". L'implantation des bâtiments a été revue par l'exploitant afin de minimiser les effets sur les installations externes et sur les bâtiments de son propre site. Cette étude a conclu à un niveau de maîtrise des risques acceptable de l'installation.

Le PPRT de Montoir de Bretagne relatif aux établissements YARA, ELENGY et FRAT service a été prescrit le 30 décembre 2010. Le projet de modification est situé à l'intérieur du périmètre d'étude.

## **VII. Analyse de l'inspection des installations classées**

### **V.7 Analyse de l'inspection sur le classement de l'établissement**

Aucun seuil quantitatif ou critère nouveau de la nomenclature des installations classées n'est atteint par la modification envisagée. Le régime réglementaire applicable à l'établissement n'est pas modifié. L'établissement demeure en effet soumis au régime de l'autorisation.

Il s'agit donc d'une modification notable au sens des dispositions des articles R. 512-33 et R. 512-54 du code de l'environnement. Compte tenu des impacts limités, la modification n'est pas considérée comme substantielles et ne nécessite donc pas le dépôt d'un dossier soumis à enquête publique.

Les capacités sont faiblement augmentées pour ce qui est du volume de trituration. (Moins de 15 % d'augmentation.).

En ce qui concerne les installations de compression d'air, l'augmentation est mineure (+ 20 kW) et il s'agit de compresseurs annexes qui ne participent pas directement à la production. De plus la nomenclature ayant été modifiée début 2011, cette rubrique peut disparaître, les installations étant bien en dessous du seuil de classement (supérieur à 10 MW).

Le volume de stockage du site passe de 86 960 m<sup>3</sup> à 92 337m<sup>3</sup>, soit une augmentation d'environ 6 % de la capacité de stockage.

L'augmentation la plus significative correspond à la mise en œuvre d'une cellule de réfrigération par flux d'air en plus des 2 cellules existantes. L'installation de cette cellule identique à celles existantes s'avère nécessaire compte tenu des besoins de réfrigération au-delà de 800 000 t/an.

Le site possède actuellement une tour de refroidissement utilisée pour refroidir, en fonction du besoin, les eaux en sortie de station de traitement des eaux usées. Cette tour sera incluse dans la rubrique 2921 ce qui n'était pas le cas dans le précédent arrêté d'autorisation d'exploitation (mais figurait au dossier initial). L'exploitant précise qu'il n'a qu'une chaudière avec un brûleur de puissance globale de 30 MW.

Les enjeux liés à cette augmentation de capacité (consommation d'eau, émission sonore, légionnelles, etc...) pourront nécessiter un renforcement des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cette partie est développée dans le paragraphe suivant.

### **V.8 Analyse de l'inspection sur les impacts du projet et propositions**

Considérant que l'étude de dangers prévoyait déjà la réalisation du troisième silo béton et pris en compte les distances d'effet correspondantes, le niveau de risque est similaire à la situation actuelle.

Les enjeux principaux de cette augmentation de capacité de trituration sont relatifs à la gestion de la consommation et des rejets d'eau ainsi qu'aux problématiques de bruit. L'exploitant propose un certain nombre de mesures, de nature à réduire les impacts de cette augmentation sur la consommation d'eau (en restant dans les valeurs définies par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2007) et sur ces rejets (ajout de cellule de traitement supplémentaire).

L'inspection a également analysé l'impact du PPRT actuellement en cours d'élaboration sur la zone de Montoir de Bretagne vis à vis du projet de la société CARGILL. Il ressort de cette analyse et en l'état actuel des études de dangers des établissements concernés par le PPRT que les zones d'aléas affectant le projet sont des zones d'aléas moyen toxique. Compte tenu de la non augmentation des personnels présents dans les zones (les modifications envisagées par l'exploitant s'effectuant à effectif constant) et de la présence déjà effective d'une salle de confinement permettant la mise en sécurité des personnes en cas d'accident majeur, il apparaît que CARGILL a pris toutes les dispositions qui pourraient être prescrites pendant l'élaboration du PPRT.

Il apparaît également nécessaire, afin de garantir dans le temps la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, d'acter les objectifs et certains moyens de prévention dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire figurant en annexe du présent rapport.

Enfin, l'actualisation de certains articles de l'arrêté du 23 décembre 2007 s'avère nécessaire, en particulier ceux relatifs à la description des installations et éventuellement à leur mode de fonctionnement s'ils sont décrits.